

Délibération

n° 2026-46

Objet : Charte d'usage de l'intelligence artificielle générative au cdg69

Séance du : 12 octobre 2026

Président de séance : Philippe LOCATELLI

Date de la convocation : 28 septembre 2026 - **Secrétaire de séance :** Thomas MOUYON

Nombre de membres titulaires en exercice le jour de la séance : 35

	Présent(e)	Représenté(e) par	Excusé(e) donne pouvoir à	Excusé(e)
	27	0	5	3
<u>Collège représentant les communes affiliées</u>				
LOCATELLI Philippe,	X			
LAFOND Peggy	X			
ZANNETTACCI Pierre-Jean			X D. COMBET	
BRUNEAU Nathalie	X			
ARCOS Sébastien	X			
STARON Catherine	X			
TISSOT Philippe	X			
PARLIER Frédérique	X			
POISSON Didier	X			
BONNEFOY Mireille	X			
JAL Jean-Philippe	X			
BOUDJELLABA Mohamed	X			
MALOSSE Daniel	X			
NELIAS Agnès	X			
GALLET Christian	X			
SOTTON Sylvain	X			
BONNEFOUX Richard	X			
MAMET Marc	X			
MATHON Patrick	X			
MOUYON Thomas	X			
ASTIER Benoit	X			
<u>Collège représentant les établissements publics affiliés</u>				
COMBET Damien	X			
DUTHEL Gilles	X			
MENICHON Jacky			X S. SOTTON	

	Présent(e)	Représenté(e) par	Excusé(e) donne pouvoir à	Excusé(e)
<u>Collège représentant les communes non affiliées</u>				
CADORET Rémy	X			
BOCQUET Jonathan				X
JOINT Bastien	X			
<u>Collège représentant les établissements publics non affiliés</u>				
EL FALOUSSI Messaouda			X B. JOINT	
PUBLIÉ Martine	X			
<u>Collège représentant la Métropole de Lyon et le Département du Rhône</u>				
BENCHARAA Myriam			X S. ARCOS	
VOISIN-MOULINIER Catherine			X P. LOCATELLI	
CHAPOT Pascale	X			
<u>Collège représentant la Région Auvergne Rhône-Alpes</u>				
ODO Xavier	X			
PACCAUD Mickael				X
CRUZ Sophie				X

Était présente Madame Noëlle SCARAFIA, Responsable du SGC BRON

Ont assisté à cette réunion :

Olivier DUCROCQ, Directeur général des services
Philippe GÉRARD, Directeur général adjoint
Guillaume GONON, Directeur du pôle Santé
Nadège NOEL, Directrice du pôle Appui aux collectivités
Anne-France ARGANS, Directrice Communication et relations institutionnelles

Dans la fonction publique territoriale comme ailleurs, les outils d'intelligence artificielle générative (IAG) connaissent une adoption rapide et souvent spontanée par les agents, en dehors de tout cadre formalisé. Cette situation engendre des risques importants : méconnaissance des enjeux par les agents, risques de fuite de données personnelles ou confidentielles, perte d'expertise métier et impact environnemental non maîtrisé.

En tant qu'établissement public garant d'un service public de qualité et tiers de confiance des collectivités, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon a souhaité se doter d'un cadre de gouvernance clair et partagé par l'ensemble des agents. Cette démarche s'inscrit également dans le contexte réglementaire européen, avec l'entrée en vigueur progressive du règlement européen sur l'intelligence artificielle (AI Act - Règlement UE 2024/1689).

En 2026, le cdg69 a engagé une mission dédiée à l'intelligence artificielle, rattachée au Directeur général des services et assurée par une chargée de mission IA. Cette mission a pour objectifs de :

- Mettre en œuvre une charte d'usage responsable des outils d'IAG à destination de l'ensemble des agents ;
- Dresser un état des lieux des usages existants et des outils déployés dans les services ;

- Accompagner les agents dans leurs pratiques ;
- Conseiller la gouvernance de l'établissement sur les décisions liées à l'IA.

À l'issue d'une phase de travail associant la Direction générale des services, les directions de pôle, les services Informatique, Juridique et Ressources humaines ainsi que la déléguée à la protection des données, une charte des usages de l'intelligence artificielle générative a été rédigée. Après avoir obtenu l'avis favorable du Comité social territorial, elle est soumise pour avis au conseil d'administration. Cette charte des usages de l'intelligence artificielle générative fixe le cadre dans lequel les outils d'IAG peuvent être utilisés par les agents du cdg69, dans le respect des valeurs du service public, de la réglementation en vigueur et des obligations de confidentialité inhérentes aux missions de l'établissement.

La présente charte s'applique à l'ensemble du personnel, tous statuts confondus, ainsi qu'aux prestataires, stagiaires et agents mis à disposition du cdg69.

L'usage de l'IA au cdg69 repose sur quatre principes fondamentaux :

1	Responsabilité — Chaque agent est pleinement responsable des contenus qu'il produit ou diffuse, qu'ils soient générés par IA ou non.
2	Protection des données — Aucune donnée confidentielle, personnelle ou sensible ne doit être saisie dans un outil d'IA générative, conformément au RGPD.
3	Esprit critique et maîtrise humaine — Tout contenu généré par l'IA doit être vérifié, relu et validé par l'agent avant utilisation ou diffusion.
4	Éthique et sobriété numérique — L'usage de l'IA doit être raisonné et limité aux situations où il apporte une réelle valeur ajoutée, compte tenu de son impact environnemental.

Contenu de la charte

1- Protection des données personnelles

Les outils d'IAG traitent les informations soumises sur leurs propres serveurs et peuvent les utiliser pour améliorer leurs modèles. Dans le contexte du cdg69, les données traitées - carrières d'agents, données RH, situations disciplinaires - ont un caractère particulièrement sensible au titre de l'article 9 du RGPD.

La charte précise les données qu'il est formellement interdit de fournir à un outil d'IAG :

- les données à caractère personnel (nom, adresse, numéro de sécurité sociale, identifiants professionnels, etc.) ;
- les données à caractère sensible (état de santé, appartenance syndicale, opinions politiques, etc.) ;
- les données professionnelles confidentielles (situations disciplinaires, procédures en cours, délibérations non publiées, données budgétaires, etc.).

Elle définit également les bons réflexes à adopter : anonymisation des données avant toute sollicitation d'un outil d'IA et procédure à suivre en cas d'incident. La

déléguée à la protection des données (DPD) constitue l'interlocutrice privilégiée en cas de doute ou d'incident.

2- Usages autorisés et interdits

La charte liste, de manière non exhaustive, les usages autorisés et interdits dans le cadre professionnel au cdg69. Parmi les usages autorisés figurent notamment la rédaction assistée de documents, la synthèse de textes anonymisés, la reformulation, la génération d'illustrations pour supports de communication ou encore la génération de code informatique - sous réserve de validation humaine systématique.

Sont interdits : la saisie de données personnelles ou confidentielles, la prise de décision sur la seule base d'une réponse d'IA et la production d'évaluations professionnelles en substitution d'un jugement humain.

Fiabilité et vérification des contenus

La charte rappelle le risque d'hallucination inhérent aux outils d'IA - phénomène par lequel ces outils produisent des informations fausses ou incohérentes avec une apparente confiance. Ce risque est particulièrement prégnant dans le contexte du cdg69, où les informations peuvent avoir des conséquences juridiques ou opérationnelles pour les collectivités et leurs agents.

Tout contenu généré par un outil d'IA doit faire l'objet d'une vérification systématique sur des sources officielles (Légifrance, CNIL, DGCL, etc.) avant toute diffusion ou transmission à un tiers.

3- Éthique, sobriété numérique et non-discrimination

La charte intègre des dispositions relatives à l'impact environnemental des outils d'IA (consommation énergétique et en eau des centres de données) et invite les agents à un usage raisonné et proportionné. Elle rappelle également le risque de reproduction de biais discriminatoires et la responsabilité de chaque agent dans la détection et la correction de tels biais.

4- Gouvernance

La chargée de mission IA est l'interlocutrice désignée pour accompagner les agents, suivre l'intégration des outils IA dans les services, assurer une veille réglementaire et technologique et coordonner avec le service informatique et la DPD les questions de sécurité et de conformité.

5- Engagements de l'agent

La charte est remise à tout agent à sa prise de poste et doit être signée et retournée au service des ressources humaines. Tout manquement aux dispositions de la charte peut engager les procédures disciplinaires habituelles.

Modalités de mise en œuvre

La charte a été validée par le Comité social territorial lors de sa séance du 15 juin 2026. Elle a fait l'objet d'une information auprès de l'ensemble des agents lors de la réunion d'information transversale du 07 juillet 2026. Une communication spécifique sera réalisée lors de son entrée en vigueur.

Conformément aux engagements portés par la charte, cette dernière est évolutive et sera révisée en cas d'évolutions significatives du cadre législatif et réglementaire applicable à l'IA ou des outils disponibles. Les agents seront informés de toute mise à jour. La version applicable sera disponible sur l'intranet du cdg69.

Vu le Code des relations entre le public et l'administration,

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD),

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées en matière d'intelligence artificielle (IA Act),

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 15 juin 2026,

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1 : d'adopter la présente charte d'usage de l'intelligence artificielle générative au sein du cdg69 tel que présentée ci-dessus et ci-jointe.

Article 2 : d'appliquer cette charte à partir du 31 octobre 2026.

Fait à Sainte Foy-lès-Lyon
Le 12 octobre 2026
Le Président,



Philippe LOCATELLI